



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **ARRÊTÉ**

**portant prescriptions complémentaires de permis de construire  
valant autorisation environnementale d'exploiter**

**Parc éolien à NURLU exploité par la SAS EGM WIND**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

**Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment l'article 15 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 mai 2007 autorisant la construction d'un parc éolien à NURLU ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le certificat d'antériorité du 7 août 2012 établi au nom de la société IBERDROLA RENOVABLES FRANCE SAS pour l'exploitation d'un parc éolien comprenant quatre aérogénérateurs à NURLU ;

**Vu** l'extrait Kbis de la société EGM WIND du 1<sup>er</sup> mars 2024 ;

**Vu** le rapport du suivi environnemental transmis à l'inspection des exploitations classées par courriel de l'exploitant du 23 mars 2024 ;

**Vu** la déclaration de changement de dénomination de la société IBERDROLA RENOVABLES FRANCE (désormais EGM WIND) et de mandat de gestion des autorisations d'exploiter donné à EDF Renouvelables France, datée du 31 mai 2024 ;

**Vu** la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 9 septembre 2024 sur le site du parc éolien susvisé ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 2 octobre 2024 transmis à l'exploitant par courriel du 7 octobre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 8 octobre 2024, reçu le 14 octobre suivant ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courrier du 11 octobre 2024 ;

**Considérant ce qui suit :**

1. La société EGM WIND est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à NURLU, sous couvert du certificat d'antériorité du 7 août 2012 ;

2. Le siège social de la société EGM WIND est désormais sis 43 boulevard des Bouvets, CS 90320, 92741 NANTERRE CEDEX, comme en atteste l'extrait Kbis de la société du 1<sup>er</sup> mars 2024 ;

2. Dans le cadre de la visite d'inspection du 9 septembre 2024, le rapport de suivi environnemental de 2022 a été transmis. Ce rapport fait état de mortalité concernant des espèces protégées de chiroptères et oiseaux. Le bureau d'études préconise des mesures qu'il convient d'acter par arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

# **ARRÊTE**

## **Article 1 : Objet**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions des actes administratifs délivrés à la SAS EGM WIND, dont le siège social est situé au 43 boulevard des Bouvets, CS 90310, 92741 NANTERRE CEDEX, l'autorisant à exploiter ses installations à NURLU, sont complétées par les articles ci-dessous du présent arrêté préfectoral.

## **Article 2 : Mise en place de mesures pour limiter la mortalité de la faune**

Suite aux conclusions du suivi environnemental réalisé de mi-avril à fin novembre 2022, les mesures suivantes sont mises en place :

- Un bridage des machines :
  - du 15 juin au 30 septembre ;
  - dans l'heure qui précède et dans les cinq heures qui suivent le coucher du soleil ;
  - pour des températures supérieures à 14 °C à hauteur du rotor ;
  - pour des vitesses moyennes de vent inférieures à 5 m/s.
- Un fauchage/broyage de la zone herbacée à proximité immédiate des éoliennes afin de limiter le développement d'herbacées hautes favorables aux insectes et chiroptères. Ce broyage ou fauche sera réalisée à minima 4 fois/an, avec un passage en avril/début mai, début/mi-juin, fin août/début septembre et début/mi-octobre. Afin d'optimiser l'efficacité des travaux d'entretien, ces derniers seront étendus aux talus et chemins enherbés menant aux plateformes.
- Éviter tout dépôt agricole (foin, paille, fumier, engrais, gravats, compost,...) et tout buisson quelconque sur les plateformes et dans la mesure du possible dans un rayon minimum de 200 mètres bout de pale. L'exploitant réalise une communication en ce sens auprès des agriculteurs riverains du parc éolien (ex : courriers, réunions...).
- Interdire le dépôt d'agrains et d'abreuvoirs pour le gibier sur les plateformes et dans la mesure du possible éviter d'en disposer à moins de 200 mètres bout de pale. L'exploitant réalise une communication en ce sens auprès de la fédération de chasse de la Somme et des sociétés de chasse locales (ex : courriers, réunions...).

## **Article 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la cour administrative d'appel de Douai :

- par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être également saisie via l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet suivant : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

#### **Article 4 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de NURLU et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de NURLU pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme ;

3° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Somme, à l'adresse suivante : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>.

L'affichage en mairie mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

#### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et le maire de NURLU, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le **31 OCT. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD